

UN AUDIT LE PROUVE

## La police fonctionnait dans l'anarchie

**Surprenantes sont les révélations du lieutenant-colonel Mohamed Benaïred, à la tête de la direction des ressources humaines de la police depuis fin 2010. Ce dernier a, en effet, révélé hier, de grands dysfonctionnements constatés dans la gestion du personnel de la Sûreté nationale, allant jusqu'à certifier que certaines unités opéraient sans aucun cadre réglementaire.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Premier constat fait par le directeur des ressources humaines, suite à l'audit qu'il a lancé à partir de fin 2010, après son installation : «La gestion des carrières des personnels se faisait d'une manière aléatoire, ne reposant sur aucune règle, notamment en l'absence de techniques modernes de gestion.»

Une situation «contraignante», aux yeux du lieutenant-colonel Mohamed Benaïred qui s'exprimait hier, lors d'une conférence de presse à Alger, et qui a fait ressortir «un nombre important de fonctionnaires ayant stagné dans un seul grade depuis le recrutement jusqu'à leur départ à la retraite».

A l'origine du grand nombre de fonctionnaires de police lésés dans leur droit d'avancement en matière d'échelons, il a été constaté, en premier plan, l'absence de fiches de notation dans les dossiers des concernés ainsi que la longueur du délai consacré à la procédure de notation annuelle qui était de 16 mois. En plus de la rémunération et la classification catégorielle des policiers qui était très en deçà de celle des autres corps de sécurité similaires, et inadéquate par rapport aux contraintes et aux risques du métier, poursuit Mohamed Benaïred. Ces mêmes policiers «notamment les subalternes, étaient souvent confrontés à l'affectation aléatoire dans des unités implantées dans des localités très éloignées de leurs wilayas de résidence».

Plus grave encore, insiste-t-il, une fois la période statuaire du sud accomplie, les policiers étaient toujours maintenus en poste, en dépit des maintes demandes de remplacement et de relève formulées par les concernés. A chaque fois, c'était le même motif avancé : «Indisponibilité de la ressource remplaçante.»

### Des désignations aléatoires !

Sans ambiguïté aucune, le lieutenant-colonel Mohamed Benaïred a certifié que «la désignation des cadres dans des postes de responsabilité se faisait de manière aléatoire et unilatérale, et ce, en l'absence de normes et de critères clairs et bien déterminés». Une situation qui ne pouvait plus perdurer puisque, le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel a dû «installer une commission ad hoc pour la désignation de cadres aux postes de responsabilité, sur la base de critères objectifs».

Par ailleurs, et s'agissant de l'action disciplinaire, le rôle de la direction des ressources humaines se réduisait à l'exécution et «les mesures de suspension de fonction étaient souvent prises de manière arbitraire, sans évaluation préalable de la gravité de la faute commise», selon toujours Mohamed Benaïred. De plus, les «fonctionnaires de police ayant fait l'objet de sanctions disciplinaires étaient également privés temporairement de leur droit de participation aux différents examens professionnels, voire même du droit de leur inscription sur les listes d'aptitudes pour l'accès aux grades supérieurs».

Mais le plus grave est que cette mesure privative n'était pas prévue par la réglementation, ce qui a conduit immédiatement à son annulation par les services du général major Abdelghani Hamel. Toutefois, la plus surprenante des révélations faites par l'actuel directeur des ressources humaines de la DGSN est celle liée à des unités de police qui opérait sans aucun cadre réglementaire.

Toute cette anarchie dans laquelle fonctionnait un corps qui était censé veiller au respect des lois de la République ainsi que la sécurité du citoyen et du pays, a été arborée selon Mohamed Benaïred avec chiffres et résultats à l'appui, qu'il a présenté hier devant les journalistes. A titre d'exemple, il a été cité la mise en place d'un véritable plan de carrière, et de répartition des tâches, la réduction du délai de notation annuelle à 4 mois, la révision et la fixation d'un régime indemnitaire à chaque corps avec des primes zonales. Il a été également décidé, selon les déclarations du DRH de la DGSN, de procéder de manière systématique au remplacement des policiers ayant accompli la période statuaire tout en respectant leurs vœux de prolonger le séjour ou d'être relevés.

D'ailleurs, près de 87 000 policiers ont été rapprochés de leurs lieux de résidence depuis juillet 2010 et 1 863 fonctionnaires ayant passé leur période au sud ont été remplacés. La mutation, selon toujours Mohamed Benaïred n'est plus une mesure de sanction disciplinaire mais une promotion suivant les capacités et les compétences de chaque élément.

De même que la question médico-administrative des fonctionnaires qui était entachée de terribles lenteurs, ainsi qu'un grand cafouillage en matière de congés maladies, récupérations, prise en charge médicale, rééducation, retard dans la liquidation des pensions dégagées par la CNR et la CNAS... a été révisée de fond en comble selon toujours le DRH de la DGSN. Ceci dit, ajoute-t-il «il a été procédé à la revalorisation des pensions de 3 990 fonctionnaires, décédés, mis en invalidité ou admis à la retraite, avant la promulgation du nouveau statut particulier des fonctionnaires de la Sûreté nationale».

M. M.

## LANCÉE OFFICIELLEMENT

# Campagne a minima,

*La campagne électorale pour les élections locales du 29 novembre prochain a été officiellement lancée hier dimanche à travers tout le pays de la même manière que tous les autres scrutins similaires depuis 2002 : timidement et dans l'indifférence générale ! Si en 1997, l'on avait assisté à deux scrutins âprement disputés sur le terrain, dans les médias puis dans les urnes malgré la fraude massive qui les a ternis en aval, force est de constater que, depuis, ni les législatives, encore moins les locales n'arrivent à emballer les citoyens.*

*Même les militants des partis en lice ne mettent plus le même entrain dans la bataille, comme l'attestent les tableaux d'affichage restés affreusement vides au premier jour de campagne, à Alger notamment. Ils ne sont pourtant pas moins de 52 partis politiques qui participent officiellement à cette double élection des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW).*

*52 partis et une nuée de listes indépendantes qui présentent un total de 9 177 listes de candidatures qui vont se disputer les sièges des 1 541 APC et 615 autres listes qui, elles, visent le contrôle des 48 APW. N'empêche, et telle qu'entamée, cette campagne donne cette étrange impression que les uns et les autres ne font qu'honorer un rituel et s'adonnent plutôt à la «corvée» sans grande conviction.*

*Cette élection davantage que toutes les précédentes, en ce sens qu'aucun thème majeur ne domine ni n'anime la scène politique nationale, totalement plombée par Abdelaziz Bouteflika. Un Bouteflika qui*

*s'est manifestement effacé de la scène, n'assurant que le strict minimum alors qu'il accapare tous les leviers. C'est dans ce climat de morosité politique effarant que tout le monde aborde cette élection dont les résultats sont quasiment connus à l'avance ! Comme lors des dernières législatives, le Front de libération nationale arrivera largement en tête avec une écrasante majorité, loin devant le Rassemblement national démocratique. Cela pour deux raisons essentielles et déterminantes. D'abord les minima exigés par la loi pour chaque liste électorale tenue d'obtenir au moins 7% des voix exprimées dans la circonscription électorale concernée et faute de quoi elle ne sera même pas prise en considération. Ce taux qui était de 5% avait été élevé à 7% à la suite d'une manœuvre orchestrée par Abdelaziz Belkhadem lors de la révision de la loi électorale l'an dernier. Déjà que, lors des législatives du 10 mai, les minima de 5% (qui régissent les élections législatives) avaient mis hors circuit quasiment tous les petits partis et ceux de taille moyenne.*

*L'autre élément déterminant et qui, comme aux législatives va trancher l'élection du 29 novembre en faveur du FLN et du RND, est le vote des éléments de l'armée. Comme la loi permet à cette catégorie d'électeurs de voter dans le lieu de leur travail, et comme, aussi, les militaires, eux, voteront par discipline et par nature contrairement aux autres citoyens dont la tendance au boycott est forte, la suite coule de source : le 29 novembre n'en sera qu'un remake «accentué» du 10 mai 2012...*

Kamel Amarni

## ILS ONT TISSÉ DES ALLIANCES AVEC LE RND ET LE... MPA

# Les «trouvailles» du MSP et compères

**Marginaux, certes, mais inédits sont ces cas d'«adultère» politique auxquels l'Alliance de l'Algérie verte nous convie à l'occasion des élections locales du 29 novembre prochain puisque des membres de ce triumvirat ont concocté des listes communes avec des partis, pourtant adversaires déclarés de la mouvance dont le RND et le... MPA d'Amara Benyounès.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Ses membres ont beau défendre le contraire, mais les faits sont là, têtus, l'Alliance de l'Algérie verte est bel et bien dans la tourmente et semble loin de s'être départie de ses contradictions qui constituent, dans les faits, l'une des facettes de la carte de visites de la mouvance qu'elle est censée représenter.

Les lendemains de la douche froide, de l'ampleur de celle subie le 10 mai dernier lorsque le triumvirat et tous les autres partis de la mouvance étaient à ramasser à la petite cuillère, semblent s'éterniser pour le MSP, Ennahda et El Islah alors qu'ils se voyaient les grands vainqueurs.

A force de trop se victimiser, les trois mouvements multiplient les mal-adresses jusqu'à en commettre des plus invraisemblables, à l'occasion des élections locales du 29 novembre prochain.

En effet, le triumvirat participera à ce scrutin local dans une démarche inédite pour l'exercice politique dans le pays. C'est ainsi que ses membres se retrouveront, pour certaines circonscriptions, en rangs serrés alors qu'ils s'affronteront dans d'autres puisque des duos sont scellés ici et là, laissant en rade le troisième allié qui se retrouvera alors parmi les adversaires.

Mais le plus cocasse que l'Alliance propose à l'occasion, ce sont ces alliances, certes marginales, scellées au niveau de certaines communes, en dehors du triumvirat. Et avec des partis se revendiquant de camps diamétralement opposés à l'image du



Photo : Samir Sid

MPA d'Amara Benyounès et du RND d'Achmed Ouyahia. Des alliances tout ce qu'il y a de contre-nature que les trois chefs islamistes se sont vainement évertués à justifier, hier, lors d'une conférence de presse animée au siège national de Nahda, à coups d'arguments aussi vastes que creux comme celui avancé par le secrétaire général d'El Islah :

«Nous avons le souci de rassembler tous les Algériens indépendamment du bord politique dont ils se revendiquent», dira Hamlaoui Akkouchi, contredisant superbement son frère de la mouvance, le leader du MSP, qui limitait, vendredi dernier, ces alliances en dehors du triumvirat, au seul camp nationaliste pour justifier les quelques listes communes concoctées de concert avec le RND.

Et le MSP et ses deux compères ne sont pas à cette contradiction près, eux qui se revendiquent de l'opposition, puisque ces cas d'«adultère» commis avec des adversaires déclarés, du moins dans le discours officiel, se font contre les frères de l'Alliance. Et pas que cela. Hamlaoui, Rébaï et Soltani s'enfoncent davantage en justifiant ces cas «incestueux» par leur souci de sauvegarder la cohésion sociale, en référence aux notions de tribu et de famille en vogue dans bien de localités, notam-

ment celles de l'intérieur du pays à l'aune de toute consultation électorale. Un «argument» de poids, si seulement Soltani et consorts ne rataient pas l'occasion de dénoncer ce phénomène de «arrouchia» quand il est l'œuvre des autres partis.

Le trio, qui fait superbement donc fi, du socle constituant son essence islamiste, a aussi dans son escarcelle, une autre trouvaille.

Parce que des militants des trois partis ont jugé que les étiquettes Islah, Nahda ou encore MSP étaient peu porteuses par certaines circonscriptions, ils ont alors constitué des listes indépendantes. Jusque-là, le fait peut paraître normal puisque le phénomène n'est pas nouveau, mais l'anormal et l'insensé résident dans la revendication par le triumvirat, de ces listes, comme entre autres formules de sa participation à l'échéance du 29 novembre prochain. De la pure «tricherie» sur la «marchandise» qui relève de l'hypocrisie politique chère à la mouvance islamiste.

Et dire que Soltani, Rébaï et Akkouchi s'égosillaient, hier, à dire que «la mouvance est loin d'être dans le déclin et que son recul n'est que passager et reprendra bientôt la place qui a de tout temps été la sienne».

M. K.